



L'ÉVÉNEMENT

La doctrine de l'école ouverte peut-elle encore tenir ?

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

DES PROFESSEURS excédés de découvrir le nouveau protocole sanitaire dimanche en fin d'après-midi, dans une interview du ministre Blanquer au *Parisien*, des parents résignés face à ces nouvelles règles qui s'imposent aux élèves s'ils sont cas contacts, et une Éducation nationale qui commence à sérieusement s'inquiéter de son incapacité à remplacer les enseignants absents. Le 23 décembre, le Conseil scientifique estimait que près d'un tiers des personnels pourrait être touché directement ou indirectement par le virus.

Alors que le variant Omicron poursuit sa course et que les files d'attente devant les pharmacies comptent de plus en plus d'enfants, les établissements scolaires ont rouvert leurs portes en cette rentrée 2022. Avec un niveau de protocole inchangé après cette période de vacances de Noël : niveau jaune pour les collèges et lycées, niveau orange pour les écoles primaires. Le changement tient à la stratégie de traçage, de test et d'isolement. Les cas de Covid confirmés ne pourront pas se rendre dans les établissements avant un délai de 5 à 10 jours, variable en fonction du statut vaccinal et du résultat du test. Les cas contacts, eux, ne sont pas tenus de s'isoler (sauf les plus de 12 ans non vaccinés), à condition de réaliser un test antigénique ou PCR immédiat, puis à J+2 et J+4. « *Quand la famille fera le premier test, elle recevra en pharmacie deux autotests gratuits* », a indiqué le ministre de l'Éducation. Pour ces deux autotests, la famille devra produire une déclaration sur l'honneur. Compte tenu de cette nouvelle stratégie, la Rue de Grenelle estime qu'« il n'y a plus lieu de fermer auto-

matiquement la classe si trois cas positifs sont identifiés ».

« *L'Éducation nationale n'a pas été capable de tester massivement les élèves. Elle laisse aujourd'hui cette responsabilité aux parents, qui font contre mauvaise fortune bon cœur*, résume Laurent Zameczkowski, le vice-président de la Peep, deuxième fédération de parents. *Mais les familles sont inquiètes pour leurs enfants, pour leur santé et leur avenir, après ces deux années de scolarité souvent en pointillé.* » En cette période hivernale, traditionnellement tendue pour le remplacement des enseignants, le ministère a annoncé lundi que « *toutes les sollicitations institutionnelles susceptibles d'entraîner l'absence des professeurs* », à commencer par la formation, sont « *reportées ou suspendues* ». Les tâches des directeurs d'école et chefs d'établissement sont « *allégées* ».

La capacité de recrutement des contractuels et des vacataires est « *élargie* ». Un appel à des retraités de l'Éducation nationale est même lancé. « *L'Éducation nationale n'en est plus à chercher à mettre des profs devant les élèves, mais des humains* », estime la Peep, qui décrit « *un phénomène habituel, que la crise a mis en exergue* ».

Les syndicats enseignants, eux, attendent le prochain point sanitaire au ministère, jeudi prochain. Mais ils dénoncent déjà, avec cette succession de tests, « *une usine à gaz* ». « *Ça va finir par craquer* », lâche Guislaine David, du SNUipp, le premier syndicat du primaire. « *Les écoles sont ouvertes, mais on ne voit pas très bien comment on va gérer la vague sur le plan pédagogique*, estime pour sa part le Snalc. *On a l'impression que le*

gouvernement parie sur l'école pour éviter de paralyser la société. » Des syndicats qui n'excluent pas une grève, directement liée à la situation sanitaire. ■

« L'Éducation nationale n'en est plus à chercher à mettre des profs devant les élèves, mais des humains »

LAURENT ZAMECZKOWSKI,
VICE-PRÉSIDENT DE LA PEEP





ABDESSLAM MIRDASS/HANS LUCAS VIA AFP

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, visite l'école maternelle Vauban, à Strasbourg, en septembre 2021.

